

Le Voyage d'Allemagne

Par Philippe MARTIN

En parlant du "beau voyage d'Allemagne", le célèbre Brantôme ¹ résuma, en quelques mots, ce qui est souvent présenté comme une simple promenade militaire qui donna à la France les Trois Evêchés de Metz, Toul et Verdun. La réalité fut tout autre. Vaste entreprise politique et diplomatique, elle aurait pu changer le sort de l'Europe ou déboucher sur un affrontement majeur entre Charles Quint et Henri II. Les protagonistes crurent, un temps, qu'un nouveau monde sortirait d'une campagne menée par les Français aux côtés d'une partie des princes allemands. Certains rêvèrent de l'avenir et pensèrent que les Habsbourg pourraient perdre la couronne impériale. Rien de cela n'arriva, preuve que l'histoire bataille est "la plus spectaculaire illustration de l'absence de déterminisme historique" ². Il existe un fossé fondamental entre la vision actuelle qui fait de 1552 un événement assez bénin et les attentes des hommes du XVI^e siècle qui déployèrent des moyens énormes.

Depuis longtemps, cette opération a retenu l'attention. Dès le XVI^e siècle, des mémorialistes, comme Guillaume Paradin ou François Rabutin, lui consacrèrent de longues pages. Plus près de nous, des historiens, en particulier Gaston Zeller ³, scrutèrent les archives et fournirent de précieuses synthèses. Ces événements du printemps 1552 étaient l'aboutissement d'une lutte engagée, depuis plusieurs années, dans l'Empire entre l'empereur Charles Quint et des princes réformés dirigés par Maurice de Saxe. Après des négociations entamées depuis mai 1551, Henri II s'accorda avec les révoltés "*pro Germaniae patriae libertate recuperanda*" (pour la restauration de la liberté de la patrie allemande). Le 21 janvier 1552, l'engagement fut confirmé par le traité de

Chambord ⁴ signé par les ambassadeurs saxons, mecklembourgeois et les délégués de Strasbourg, Nuremberg... Pour s'opposer à la "bestiale servitude" dans laquelle, selon eux, l'empereur voulait plonger l'Empire, ils en appelaient au roi dont "les prédécesseurs ont fait beaucoup de bien et d'avantage à la nation germanique". Le souverain promettait de leur verser, le 25 février, 240 000 écus pour les trois premiers mois de la guerre, puis 70 000 mensuels et de lever une armée que chaque état allemand était libre de rallier. Elle devait rejoindre les troupes de Maurice de Saxe mais également lancer des attaques contre les Pays-Bas "allumant particulièrement un feu [...] afin que l'ennemi l'eût à éteindre en plusieurs lieux et qu'il fût contraint de séparer ses forces". En échange, les princes remettaient au roi, comme "vicaire de l'Empire", les villes épiscopales de Metz, Toul, Verdun et Cambrai. Ils promettaient, également, de soutenir, lors de la prochaine élection impériale, le candidat agréable à la France ou même une candidature française. Le traité resta secret mais, dès l'hiver, les Français préparèrent les opérations. Cachant ses intentions, ils comptaient retrouver leurs alliés entre Spire et Worms. Ce mouvement les obligeait donc à traverser la Lorraine.

Cet espace dans la dépendance de l'Empire n'avait rien de commun avec celui que nous connaissons aujourd'hui. Il était un inextricable puzzle où voisinaient les possessions espagnoles, comme Thionville, les duchés, des petites principautés, les terres des républiques indépendantes de Metz, Toul et Verdun. Ces villes épiscopales étaient parcourues de tensions internes profondes. Ainsi, à Metz, les traditionnels Paraïges agonisaient et le patriciat se divisait. Un clan, domi-

1. BRANTÔME, *Œuvres complètes de Pierre de Bourdeille, seigneur de Brantôme*, Paris, 1864-1882, tome 3, p. 267.

2. Hervé COUTEAU-BEGARIE, art. "Bataille", *Dictionnaire de la stratégie* (sous la dir. J. KLEIN, T. de MONTBRIAL), Paris, P.U.F., 2000.

3. Des études remarquables et inégalées existent sur ce sujet : Ch. AIMOND, *Les relations de la France et du Verdunois de 1270 à 1552*, Paris, 1910 ; Gaston ZELLER, *La réunion de Metz à la France*, tome 1 : *L'occupation*,

Strasbourg, 1926. Sur le contexte général, voir Ivan CLOULAS, *Henri II*, Paris, Fayard, 1985.

4. Cité dans A. von DRUFFEL, *Beiträge zur Reichsgeschichte. Briefe und Akten zur Geschichte des sechzehnten Jahrhunderts, mit besonderer Rücksicht auf Bayerns Fürstenhaus*, Munich, 1873-1896, tome 3, p. 348. Sur ce traité, H. WEBER, "Le traité de Chambord (1552)", *Charles Quint, le Rhin et la France*, Actes des journées d'études de Strasbourg (2-3 mars 1973), Strasbourg, 1973, p. 81-94.

né par la famille de Baudoche, souhaitait demeurer proche de l'empereur. Un autre, dirigé par les Heu, de confession protestante, préférait se rapprocher de l'évêque qui tentait de reprendre le contrôle politique de la cité ; ce parti espérait ainsi occuper une situation avantageuse dans la nouvelle organisation. Ces cités si florissantes à la fin du Moyen âge connaissaient une crise profonde, ne pouvant pas s'adapter au monde moderne qui naissait lentement en Europe. Sur le plan diplomatique, les bourgeois raisonnaient encore en fonction des anciennes rivalités avec la Lorraine. Ainsi, depuis 1484, les Messins n'avaient pas reçu solennellement leurs évêques car ils étaient membres de la maison ducal. En revanche, le 8 juillet 1551, ils acclamaient le nouveau titulaire, Robert de Lenoncourt, et ne s'apercevaient que bien tard qu'il était lié aux intérêts français. Face aux grandes puissances qu'étaient l'Empire et la France, les échevins souhaitaient avant tout maintenir leur neutralité, refusant par exemple d'héberger des conseillers impériaux.

LES PRÉPARATIFS (JANVIER-MARS 1552)

Pour mener la campagne envisagée, Henri II rassembla une armée puissante à Troyes, Châlons-en-Champagne et Vitry-le-François. Pour la renforcer, il fit appel à trois entrepreneurs de guerre chargés de recruter des lansquenets qui devaient le rejoindre entre Void et Toul. Schertlin les leva dans la région de Bâle et en Allemagne puis, par Luxeuil, gagna le point de ralliement. Le Rhingrave les trouva dans le Palatinat ; il traversa donc la Lorraine, passant par Dieuze. Reckerode n'eut pas ce problème : possédant quelques biens dans le Bassigny, il y donna rendez-vous à ses mercenaires.

François Rabutin, qui prit part à la campagne comme homme d'armes au service du duc de Nevers, vit cette formidable armée rassemblée entre Pont-à-Mousson et Metz, le 18 avril ⁶. Elle comportait trois gros contingents d'infanterie. Un premier était formé des "vieilles enseignes soldoyées et entretenues dès le temps du feu roy es guerres de Piedmont, de Champagne et de Boulogne" ⁷ ; leur étaient associés de "jeunes gentilshommes de maison lesquels y estoient pour leur plaisir et sans solde du roy", donc des nobles cherchant à se distinguer ou au service d'un "patron" influent ; l'ensemble représentait entre 15 et 16 000 hommes. Un second bataillon était composé de 12 000 "Gascons, Armagnacs,

Dans les duchés, la situation était également très délicate. En 1545, à la mort de François I^{er}, son fils Charles III devint duc, mais, né en 1543, il n'était qu'un petit enfant. La régence fut exercée par sa mère, Christine de Danemark assistée de Nicolas de Vaudémont ⁵. Fille de Christian II de Danemark et nièce de l'empereur Charles Quint, elle savait qu'elle ne pourrait conserver l'intégrité des duchés qu'à condition de les maintenir neutres. Politique d'autant plus difficile à tenir que, depuis plusieurs décennies, la France faisait des avancées notoires dans cette région.

Le "voyage d'Allemagne" ne fut donc pas un événement purement lorrain. Il mit en jeu la rivalité entre Henri II et Charles Quint, épisode de l'hostilité entre la France et les Habsbourg qui déchirait l'Europe depuis le début du siècle. Il illustra également les tensions confessionnelles qui meurtrissaient l'Empire, le déclin des villes épiscopales indépendantes, la difficulté pour les duchés de s'affirmer sur la scène internationale. Il est une des dates fortes de notre histoire.

Biscains, Béarnais, Basques, Périgourdens, Provençaux et Auvergnats". Le troisième "estoit d'Allemands, en nombre, comme j'estime, de sept à huit mille, desquels estoit colonel le comte rhingrave". L'équipement individuel était très disparate, mais le plus souvent, les combattants portaient "corselets, gantelets et tassettes jusques aux genoux", c'est-à-dire une cuirasse légère protégeant le torse, des pièces de métal pour garantir la main et le poignet, des plaques de métal sur le haut des cuisses et le bas-ventre.

La cavalerie était imposante. Les 1.100 gendarmes impressionnèrent notre témoin qui les décrivit "montés sur de gros roussins, turcs et chevaulx d'Espagne, armez du haut de la tête jusques au bout du pied avec les haultes pièces et plastrons, la lance, l'épée, l'estoc, le coustelas ou la masse". Ces puissants chevaliers étaient encadrés d'archers ⁸, de valets d'armes, de coutilliers et de pages. Devant être très mobiles, les archers portaient "la demie lance, le pistolet à l'arçon de la selle, l'espée ou le coustelas". La cavalerie lourde était assistée de 2000 cheveu-légers, armés de la demie lance et d'un pistolet, et de 1.500 "harquebusiers à cheval" dont les montures n'étaient qu'un moyen de transport puisqu'ils combattaient à pied avec leurs lourdes armes à feu. D'autres

5. E. DUVERNOY, *Chrétienne de Danemark, duchesse de Lorraine*, Nancy, 1940.

6. François de RABUTIN, *Commentaires sur le fait des dernières guerres en la Gaule Belgique entre Henri II et Charles V*, Paris, 1554 ; cité dans Ferdinand LOT, *Recherches sur les effectifs des armées françaises des guerres d'Italie aux guerres de religion*, Paris, SEVPEN, 1962.

7. C'étaient les futurs régiments de Piedmont, Champagne, Picardie. Ils furent conservés en 1559 alors que l'essentiel de l'armée était licencié.

8. Une ordonnance du 12 février 1534 prévoyait trois archers pour deux hommes d'armes ; ils étaient chargés de surveiller les flancs et l'arrière des masses d'hommes d'armes chargées.

contingents, plus difficiles à évaluer étaient également présents. Ainsi 400 Ecossois "desquels la plupart estoient à cheval [...] sans estre fort armés, vestus de juppons courts, avec le bonnet rouge à leur mode et la lance".

L'artillerie était bien représentée. Rabutin compta "seize grosses pièces de canons et double canons, six grandes et longues coulevrines, six moyennes et douze bastardes ; et deux paires d'orgues, estrange et nouvelle façon d'artillerie". Bien qu'un règlement de 1551 ait réduit le nombre de calibres à sept, les canons étaient très divers. Un double canon pouvait peser quatre tonnes et nécessitait 25 chevaux pour être tracté. En revanche, la couleuvrine, arme apparue à la fin du XV^e siècle, posée sur un simple affût réglable ou sur un piquet, était seulement manœuvrée par un pointeur assisté d'un allumeur. Bien que connues dès le règne de Louis XII, les orgues étaient très rares ; groupe compact d'arquebuses protégé par un encadrement de bois, elles permettaient un tir de saturation.

Rabutin estima cette armée à 36-38000 hommes. Après avoir croisé diverses sources, les historiens Gaston Zeller et Ferdinand Lot arrivèrent à des résultats assez similaires : le premier avança une fourchette de 36 500 à 38 810, le second de 32 250 à 38 650⁹. Il s'agissait d'une armée "moderne" par rapport à celles levées par François I^{er} ; la "révolution militaire" n'avait pas encore totalement bouleversé les habitudes mais elle était en marche¹⁰. Les fantassins étaient dix fois plus nombreux que les cavaliers et les armes à feu tenaient une grande importance : dans le premier bataillon, 37,5% des hommes avaient une arquebuse et 25% en avaient dans le second¹¹ ; changement radical quand on se rappelle qu'en 1520, il n'y avait que quelques centaines d'arquebusiers. Aux effectifs des combattants, il fallait adjoindre les innombrables domestiques, valets, marchands, secrétaires, juristes... qui suivaient l'armée doublant ses effectifs. Ce furent donc près de 80 000 hommes qui arrivèrent en Lorraine.

Leurs besoins étaient immenses. Selon les commissaires aux guerres, il fallait leur fournir, quotidiennement, 200 000 pains, ce qui nécessitait vingt fours fonctionnant nuit et jour ; 600 muids de vin¹² ; 50 bœufs et 600 moutons pour les mercenaires germaniques ; du poisson, des œufs et du fromage car on était en temps de Carême ; de l'avoine pour 40 000 chevaux... Le connétable, Montmorency, s'occupa de la logistique dès janvier 1552. Trois centres d'approvisionne-

ment furent prévus aux frontières : Vitry-le-François, Ligny-en-Barrois et Attigny-sur-Aisne. Des vivres y convergèrent et des mesures draconiennes furent prises pour empêcher toute spéculation ou disette. Ainsi, le 29 janvier, il fut interdit d'exporter des grains de Champagne pour que l'armée n'ait pas à souffrir d'une pénurie artificielle. On s'entendit également avec des entrepreneurs qui, par contrat, s'engagèrent à fournir les denrées ; le 9 mars 1522, Borran, commissaire aux guerres, accepta ainsi de livrer les rations de pain. L'armée avançant vers l'est, des commissaires furent envoyés vers des villes étapes étrangères ; ils arrivèrent à Metz le 15 mars, à Verdun, le 23... Partout, ils demandaient aux bourgeois de prévoir des stocks de vivres qui leur seraient bien évidemment payés puisqu'on refusait que les armées vivent sur le pays, en tout cas, dans la première partie de l'opération. Montmorency ordonna à ses troupes de se comporter dignement et de ne "faire aucuns dompmaiges soubz leurs terres ne y rien prendre que en paiant"¹³. Cela posait, bien sûr, la délicate question du financement de la campagne.

Pour trouver l'argent nécessaire, Henri II recourut à de multiples expédients. Le 8 janvier 1552, il exigea 1 200 000 livres tournois des villes closes françaises, somme qui devait permettre l'entretien de 50 000 hommes. Le 11 février, une assemblée de six cardinaux accepta que le clergé abandonne quatre décimes de revenus. De grands seigneurs ou des prélats offrirent une partie de leur vaisselle précieuse. La création des présidiaux, en janvier, fut l'occasion de vendre de nombreux offices. Enfin, on emprunta près de 150 000 écus sur la place bancaire lyonnaise à des financiers lucquois, florentins, allemands ou aux cantons suisses. Les moyens mis en œuvre étaient donc considérables.

Souhaitant prendre lui-même le commandement des opérations, Henri II organisa le gouvernement qui gèrerait le royaume pendant son absence. Catherine de Médicis fut désignée comme régente, mais elle fut assistée d'un conseil dont quelques membres lui étaient hostiles, en particulier le garde des sceaux Jean Bertrand, proche de Diane de Poitiers. L'amiral d'Annebaut se vit confier le gouvernement des provinces frontalières avec les pleins pouvoirs pour préparer leur défense. Le roi lui laissa 3 600 gens de pied, 500 hommes d'armes, 600 cheveau-légers, que rejoignirent, en avril, 6 000 Suisses¹⁴.

9. Gaston ZELLER, *op. cit.*, p. 327 ; Ferdinand LOT, *op. cit.*

10. Sur les changements militaires au XVI^e siècle, voir Geoffrey PARKER, *La révolution militaire. La guerre et l'essor de l'Occident 1500-1800*, Paris, N.R.F.-Gallimard, trad. fr. 1993.

11. On ne connaît pas la proportion dans le troisième bataillon.

12. Le muid valait entre 156,6 litres et 160,6 litres.

13. Document cité dans Gaston ZELLER, *op. cit.*, p. 455.

14. Par traité, les cantons suisses s'étaient engagés à fournir à la France des contingents à condition qu'ils ne combattent pas dans l'Empire : il leur était donc impossible de suivre l'armée qui allait pénétrer en Allemagne ; en conséquence, ils furent affectés à la défense du territoire français.

Le 12 février, le roi réunit le parlement de Paris. Il demanda solennellement aux magistrats de ne pas entraver l'action de la régente. Puis, Montmorency prit la parole pour expliquer les objectifs de la guerre. Selon lui, elle était purement défensive et répondait aux manœuvres de l'empereur, présenté comme seul responsable de la situation. Au nom de l'Eglise, le cardinal de Bourbon assura que les catholiques prieraient pour le salut des armes françaises. Enfin, le premier président promit obéissance au nom de tous les juges de la cour souveraine. Il termina son discours par ces mots : "Les hommes donnent les batailles, mais Dieu donne les victoires. Nous le prions par sa bonté infinie qu'il veuille continuer et parfaire, guider et conduire tous vos affaires, et vous rendre vainqueur et triomphant de votre ennemi"¹⁵. Cette séance royale était donc la manifestation de l'unité nationale, adhésion du pays à la guerre qui allait commencer.

Pendant que les Français mettaient l'hiver à profit pour, méthodiquement, s'organiser, l'empereur Charles Quint semblait peu enclin à se lancer dans une guerre malgré les mises en garde de ses conseillers, comme Schwendi, ou les messages de ses espions et ambassadeurs. On expliqua longtemps cette passivité apparente par la personnalité d'un monarque vieillissant usé par des années de pouvoir. C'est trop réducteur. En réalité, il fut prisonnier d'a priori géopolitiques croyant que l'attaque se ferait en Italie puisque la couronne

française rêvait du Milanais depuis plus d'un demi-siècle. Ce ne fut qu'en mars qu'il se rendit compte que le théâtre des opérations serait allemand. Une partie de son entourage avait pourtant tenté de le détromper. Dès décembre, sa sœur, Marie de Hongrie, qui était "gouvernante des pays d'en bas", s'inquiéta de la situation mais son frère calma ses inquiétudes. Le gouverneur de Luxembourg¹⁶, le bouillant comte Pierre-Ernest de Mansfeld, craignait également une offensive partant de Champagne pour se diriger vers la vallée du Rhin. Très tôt, il demanda de pouvoir prendre le contrôle des passages sur la Meuse afin d'entraver l'éventuelle marche des armées françaises. Personne ne voulant écouter ses plans, il obtint seulement l'autorisation de s'emparer d'Apremont. Ce château perché sur une éminence dominant la Woëvre, près de Saint-Mihiel, commandait un des passages sur la Meuse. Il jouissait d'un statut de neutralité mais cela n'arrêta pas l'officier espagnol. Parti de Gorze dans la soirée du 23 décembre, Mansfeld s'empara de la place, le lendemain. Furieux, Henri II exigea des Lorrains qu'ils obtiennent le retrait de ces troupes. Espérant ainsi conserver sa neutralité, Christine de Danemark implora Marie de Hongrie d'exaucer le souhait du roi. La reine obtempéra et, le 23 janvier, Mansfeld s'exécuta de mauvaise grâce après avoir démantelé les fortifications¹⁷. S'achevait la seule bataille de cet hiver, veillée d'armes sans véritable combat ; chacun attendait le printemps pour entrer en campagne.

2. LES OPÉRATIONS MILITAIRES (MARS-JUILLET 1552)

Du 2 avril au 21 avril

Les hostilités recommencèrent le 27 mars. Les troupes de Maurice de Saxe quittaient la région de Schweinfurt pour se diriger vers le sud, prenant Augsbourg (4 avril) et se dirigeant vers Ulm. Parallèlement, Henri II fit la montre de son armée le 31 mars, sa marche vers l'Empire pouvait commencer. Elle nécessitait le passage de la Meuse et de la Moselle ainsi que la neutralisation de l'espace lorrain : Metz, Toul et Verdun étaient les premiers objectifs.

À la tête de l'avant-garde, Montmorency quitta Joinville le 2 avril pour Metz. Le 5, il campa près de Toul et arrivait le lendemain devant Gorze, gardée par une garnison impériale qui, depuis plusieurs semaines, faisait venir de Luxembourg des munitions afin de pouvoir résister. Pour en venir à bout, le connétable dut entreprendre un véritable siège

mettant en batterie six canons. Le 10, une brèche importante fut ouverte dans les murs du château. Les soldats espagnols résolurent de se rendre, mais, au moment où ils sortaient avec leurs bagages, les Français les auraient livrés à des mercenaires allemands qui, selon Mansfeld, "les ont tout tuez, réservé led. capitaine et quelque Espagnolz, estant toutefois led. capitaine fort blesché d'ung traict de hacquebute au travers des rains"¹⁸. Montmorency n'avait pas attendu le résultat de cet affrontement. Il avait repris sa progression pour arriver le même jour devant Metz qui ouvrit ses portes.

Alors que Metz s'offrait sans combattre, Henri II quittait Joinville ce 11 avril. Le lendemain, il logeait à Sorcy. Le 13, l'armée franchissait la Meuse et entrait dans Toul. La reddition avait été bien préparée. Depuis quelques jours, les mercenaires de Schertlin, Reckerode et du rhingrave campaient à proximité de la place. Ils se contentaient d'attendre l'armée

15. Document cité dans Gaston ZELLER, *op. cit.*, note 1, p. 324.

16. Il administrait un territoire sous domination espagnole qui incluait Thionville et la partie septentrionale des actuels départements de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle.

17. L. GERMAIN DE MAIDY, "Destruction du château d'Apremont et de l'abbaye de Gorze au XVI^e siècle", *Journal de la Société d'archéologie lorraine*, 1898, p. 17-20.

18. Document cité dans Gaston ZELLER, *op. cit.*, p. 462.

royale, mais ce déploiement de force dut impressionner les Toulous. De plus, le cardinal de Lorraine, installé à l'abbaye Saint-Mansuy, avait persuadé Mgr Toussaint d'Hocédy, les chanoines et les bourgeois d'ouvrir leurs portes sans résistance. En échange, il promettait que le roi garantirait leurs droits. Ainsi, la crainte de voir une formidable armée s'emparer de la ville et la certitude de conserver leurs privilèges convainquirent les plus récalcitrants de céder aux avances françaises. Ayant arrêté leur décision, les bourgeois préparaient la venue du roi. Députés par la ville, Claude de Baillivi et Jean Boisleau allèrent le saluer à Sorcy. Les chanoines n'étaient pas en reste ; il lui offrirent un somptueux banquet lors de son passage à Void. Le 13 avril, l'entrée d'Henri II à Toul se fit en grande pompe. Des bourgeois l'attendaient à une porte et ce fut sous un dais qu'il parvint jusqu'à la cathédrale où l'évêque prononça une longue harangue avant un triomphal *Te Deum*. Puis le roi se retira pour la nuit dans le palais épiscopal où il reçut différentes délégations auxquelles il confirma son intention de garantir les libertés locales. Le lendemain, il participa aux cérémonies religieuses du Jeudi Saint ; il servit lui-même douze pauvres à table et leur lava les pieds avant de leur offrir un vêtement de drap rouge et sept écus. Quelques heures plus tard, il partait pour Nancy laissant en ville une garnison commandée par le sieur d'Esclavolles.

Passant par Liverdun, Henry II arriva dans la capitale ducale dans la journée. Au pied des remparts, le très jeune duc Charles, accompagné du comte de Vaudémont, l'attendait pour le faire pénétrer dans la cité sous un dais. Le cortège se dirigea vers l'église Saint-Georges et, après des prières et une messe, le souverain fut accueilli au Palais Ducal. Le 15 avril, il signifia à la régente Christine ses intentions : le duc partirait pour la France¹⁹, officiellement afin de parfaire son éducation, en réalité c'était occasion de maîtriser la famille ducale ; Vaudémont, en désaccord fréquent avec la régente, aurait la garde de Nancy mais prêterait serment au roi. Le lendemain, la noblesse rassemblée jurait fidélité au duc Charles III. En quelques jours, Christine avait perdu une grande partie de son autorité. Henri II pouvait légitimement penser contrôler la Lorraine et empêcher toute trahison alors qu'il allait s'avancer vers l'est. Dans l'après-midi, il quitta la ville pour Condé-sur-Moselle puis Pont-à-Mousson. Le 18 avril, dans la vallée de la Moselle, il passa en revue son armée. Arrivé devant ses hommes, il "fut salué de son artillerie, qui estoit un peu au-dessus [...] dedans des vignes sur une motte". La démonstration de force était spectaculaire et François de Rabutin nota que "c'estoit l'une des plus belles que jamais prince chrestien mit ensemble"²⁰.

19. Le 15 avril, il envisagea son départ pour Bar-le-Duc ; mais, le lendemain, il préféra l'envoyer à Joinville.

20. François de RABUTIN, op. cit.

Henri II fit une entrée solennelle à Metz par la porte Serpenoise. Précédé de trois cardinaux, Lorraine, Châtillon et Lenoncourt, et du connétable portant l'épée royale sortie du fourreau, il avança sous un dais. À la cathédrale, devant le clergé réuni au pied du grand autel, il promit de maintenir les privilèges locaux puis il entendit un *Te Deum*. Il se retira alors dans l'hôtel patricien de Androuin Roucel, sur la place du Champassaille, là où Charles Quint avait couché en 1544. Cette cérémonie suivait de près ce qui avait été organisé lors de la venue des empereurs Frédéric III, en 1473, Maximilien, en 1492 et 1498, ou Charles Quint, en 1541 et 1544. Les assistants notèrent cependant une différence essentielle : avant de pénétrer dans la cité, l'empereur avait juré de respecter les libertés municipales. Henri II fut dispensé de ce serment préliminaire. Se méfiait-on moins de lui ? Fut-on impressionné par la force de son armée ? Le seul engagement demandé fut celui dans la cathédrale, encore les contemporains se disputèrent-ils sur sa portée exacte : Paradin ne parla d'aucun serment alors que Rabutin assura qu'il eut lieu, ce qui est prouvé puisque le roi y fit référence dans un courrier de 1559.

Le 21 avril, Henri II reçut le magistrat qui le salua du titre de "très excellent et très puissant prince Henry, par la grâce de Dieu Roy de France, deuxième de ce nom, protecteur et deffenseur de la liberté germanicque". Il n'exigea pas des échevins un serment de fidélité mais une simple promesse : "Nous jurons et promectons sur noz honneurs et sur la part que prétendons en paradis de jamais n'aider, favoriser ne supporter led. Empereur ne ses adhérentz, en quelque sorte ne manière que ce soit, contre vous, ne voz amis et alliez, ains au contraire de vos porter toujours honneur, faveur, assistance, aide et confort". Ils terminaient par une formule qui illustrait le désir de ne pas engager l'avenir : "Suppliant V^{re} Ma^{te} vouloir et prendre et recevoir en v^{re} bonne protection et sauvegarde, sans préjudice toutefois des droictz du Saint-Empire"²¹. Le roi souhaitait cependant s'assurer de la cité. Il nomma un gouverneur, Artus de Cossé, sieur de Gonnor, parent de Montmorency, qui deviendra maréchal de France en 1567, à qui il laissa une garnison de 3400 hommes.

En une vingtaine de jours, du 2 au 21 avril, Henri II avait réalisé un travail à la fois politique, diplomatique et militaire. Par le combat devant Gorze et les montres de son armée, il avait prouvé, à tous, la force de ses troupes et impressionné alliés ou adversaires. Il n'avait manifesté aucune velléité d'annexion. Par ses promesses de respecter les libertés locales ou son souci de suivre les règles cérémo-

21. Document cité dans Dom Jean FRANCOIS, Dom Nicolas TABOUILLOT, Histoire générale de Metz, Metz, 1775, tome 3, note h, p. 34.

nielles impériales, il s'était présenté comme le véritable "défenseur des libertés germaniques". Il avait, également, assuré ses arrières alors qu'il allait entreprendre une expédition vers l'est. Il tenait les routes qui menaient vers la Champagne, pouvait compter sur la neutralité des cités et des duchés, avait pris des gages de chacun... Sa logique n'était pas celle d'un conquérant mais d'un chef d'expédition soucieux de sécuriser le chemin sur lequel il progressait.

Du 21 avril au 11 mai

Depuis plusieurs semaines, Montmorency avait repéré la route à emprunter : rejoindre le col de Saverne, passer en Alsace et gagner la vallée du Rhin. Un tel choix pouvait sembler surprenant puisque, pour se rendre à Spire et Worms, là où l'armée devait rallier celle des princes allemands, le plus court était de passer par le nord-est via Sarrebrück. En fait, le connétable avait pris sa décision en fonction des possibilités d'approvisionnement. Les marchands de Saint-Nicolas-de-Port pourraient fournir des vivres ; d'ailleurs, depuis 1551, les frères Jean et Michel Berman, installés dans la ville, vendaient des équipements et du blé aux troupes royales. Après les Vosges, Montmorency escomptait que ceux de Strasbourg joueraient le même rôle et il leur écrivit, le 12 avril, pour leur demander de préparer d'importants stocks de nourriture qui leur seraient payés.

Sous le commandement du Rhingrave, un détachement, composé de six enseignes de gens de pied et de gendarmes, coupa au plus court pour occuper le col de Saverne. Pendant ce temps, le gros de l'armée quittait Metz, le 21 avril, pour le sud. Quatre jours plus tard, Henri II assista à la messe à Saint-Nicolas-de-Port. Le 30 avril, il campa près de Sarrebourg où il reçut une délégation de Strasbourg qui lui offrait 1000 boisseaux de blé²² et 50 foudres de vin. Jugeant ces quantités insuffisantes, Montmorency menaça de laisser ses hommes se servir dans les contrées traversées, laissant ainsi planer le spectre de terribles pillages. Il n'aurait pourtant pas dû être surpris de la réserve de ses alliés. Depuis plusieurs jours, ils envoyaient des courriers au roi pour tenter de le détourner de leur ville, arguant qu'ils manquaient cruellement des vivres dont ses troupes avaient besoin. L'armée continuait cependant sa lente progression et arrivait à Saverne le 3 mai. Là, une nouvelle députation strasbourgeoise proposa des quantités à peine supérieures et demanda que les soldats ne puissent pénétrer en ville. Montmorency entra dans une colère noire. Le lendemain, lors d'une entrevue

accordée par Henri II aux députés, il renouvela ses cris et ses menaces. Les Strasbourgeois durent transiger sans pourtant totalement céder. Ils offrirent 1000 boisseaux d'avoine, 150 de farine et 12 000 pains ; mais les vivres furent livrés hors des murs et les soldats ne purent entrer en ville. Ayant adhéré au traité de Chambord, mais ayant appris ce qui était arrivé à Metz, les Strasbourgeois se méfiaient de l'armée royale. Ils auraient déclaré à Montmorency : "Ceux de Metz, pour ce qu'ils parlent français, se sont laissés surprendre à des Français ; mais que ceux qui ne parlent qu'allemand, ne se veulent laisser tromper par des Franchimants"²³. Les Français contournèrent donc Strasbourg et rejoignirent Haguenau, le 8 mai, où ils trouvèrent les portes closes. Montmorency dut ranger ses troupes en bataille, pointer son artillerie, pour que les bourgeois consentent à accueillir le roi qui quitta la cité le 10. Chacun le craignait. Le 11 mai, la reine de Hongrie écrivait à son propos : "A ce que je voys, si le roy de France pousse oultre, comme il est desjà bien avant, je le tiens maistre du Rhin par force ou par crainte"²⁴. Sa prédiction ne se réalisa pas.

Le 11 mai, Henri II était à Altenstadt où il reçut des nouvelles qui le forcèrent à changer ses projets. Il accueillit une députation de princes de la région rhénane. Ceux-ci ne s'inquiétaient pas du sort de Charles Quint mais, redoutant les conséquences d'une guerre dans l'Empire, ils demandèrent au roi de surseoir à sa campagne. À leur grande surprise, le cardinal de Lorraine leur expliqua que c'était l'intention des Français. En fait, cette décision mûrissait dans les esprits depuis plusieurs jours. Le 10 mai, Henry II avait appris que Maurice de Saxe avait signé un accord provisoire avec Charles Quint, le 30 avril. Il perdait donc à la fois son principal allié mais aussi la légitimité politique de son offensive. De plus, il se rendait compte que ses arrières étaient menacées. Alors que le 15 avril l'empereur conseillait à Marie de Hongrie de ne pas chercher bataille et de ne pas voler au secours de Metz, elle rassemblait des troupes près d'Aix-la-Chapelle. Mansfeld la pressait de lancer une contre-attaque. Certes, il craignait pour la sécurité de Thionville dont les alentours étaient sillonnés par des partis français depuis le 11 avril, mais il pensait surtout pouvoir s'emparer facilement de Metz, ses espions lui ayant assuré qu'il bénéficierait du soutien d'une partie de la population. Il isolerait ainsi Henri II de la France. La reine de Hongrie tempéra ses ardeurs et lui fixa un objectif plus aisé : Stenay. Le 6 mai, malgré les protestations des Lorrains, Mansfeld occupait cette place. De là, il lançait d'audacieux raids dans la vallée de l'Oise, vers Longwy ou Etain, tout en rêvant d'une opération plus ambi-

22. Le boisseau correspond à environ 27 litres.

23. Document cité dans Dom Jean FRANCOIS, Dom Nicolas TABOUILLOT, op. cit., tome 3, p. 36.

24. Document cité dans Gaston ZELLER, op. cit., note 1, p. 383.

25. C'est ce que crut Stroppiana : voir GREPPI, Extraits de la correspondance diplomatique du comte de Stroppiana, ambassadeur de Savoie à la cour de Charles Quint, Bruxelles, 1859, p. 216.

tieuse sur Laon. De folles rumeurs circulèrent alors ; certaines assuraient que les Impériaux s'étaient emparés de Pont-à-Mousson²⁵. L'inquiétude s'empara de l'amiral d'Annebaut qui leva le ban et l'arrière-ban en Champagne, renforça les garnisons de citadelles comme Mouzon. Au moment où la situation se détériorait, l'armée d'Henri II commençait à manquer d'approvisionnements. Depuis le départ de la vallée de la Moselle, elle n'avait jamais reçu les quantités de vivres prévues lors de l'élaboration du plan de campagne. Les villes alliées, comme Strasbourg, n'avaient pas livré ce qu'on attendait d'elles. Abandonné de ses alliés, surpris du réflexe national allemand face à son intervention, craignant pour la sécurité de ses communications, redoutant une offensive sur le Bassin Parisien, Henri II ne décolérait pas. Mais sa décision était prise : il fallait retraiter.

Du 15 mai au 3 juin

Il fractionna l'armée en trois : le duc de Vendôme et le rhingrave reprenaient la route de l'aller ; le duc d'Aumale, Reckerode et Schertlin s'engageaient vers Kaiserslautern ; lui-même, avec la cavalerie lourde, l'artillerie et le bagage, prenait la route la plus directe passant par Bitche, Deux-Ponts, atteint le 19 mai, puis Sarrebrück. La crainte d'une attaque impériale sur les flancs imposait une telle formation : les troupes les plus mobiles encadraient les autres qui progressaient lentement sur les difficiles chemins vosgiens. De plus, la disette se faisait sentir ; des contemporains estimèrent, d'ailleurs, que plusieurs centaines de soldats moururent de faim et de maladie²⁶. Deux-Ponts fournit des quantités insuffisantes de vivres et, malgré des demandes pressantes, Trèves refusa d'apporter son aide. L'imposante armée devait donc être scindée afin de pouvoir trouver sa nourriture. Elle se reforma près de Vaudrevange avant le 21 mai. Là, Henri II décida d'une nouvelle partition. Les bagages, les juristes... se replièrent directement sur Metz. Le reste, en formation de combat, leva le camp le 23 juin en direction de l'ouest. Le 27 juin, après une violente canonnade, les Français prenaient le château de Rodemack. Ils avaient alors deux solutions. Piquer vers le nord, pour assiéger Thionville ou Luxembourg,

mais cela aurait engendré de longs sièges difficiles à supporter par une armée déjà bien affaiblie. Les officiers les moins bellicistes imposèrent une autre stratégie. Refusant un affrontement trop direct, les Impériaux avaient évacué depuis peu Stenay, les marges méridionales du Luxembourg étaient donc dégagées. La région était complexe puisqu'y voisinaient cités lorraines, impériales et républiques indépendantes. Elle était gardée par une ligne de places fortes modernes où stationnaient des garnisons espagnoles. Les prendre c'était porter un coup à l'empereur mais aussi s'ouvrir la vallée de la Meuse et la route vers la Champagne qu'on croyait toujours menacée par une attaque impériale.

Du 3 juin au 1^{er} juillet

Le 3 juin, l'armée royale arriva en vue de Damvillers qui capitula le 11. Le lendemain, Henri II se présenta devant Verdun. Le cardinal de Lorraine, administrateur de l'évêché, lui fit ouvrir les portes, puis Nicolas Psaume, évêque titulaire, fit une harangue qui ravit l'auditoire. Avant de repartir, le roi délégua ses pouvoirs au cardinal et laissa une garnison de 300 hommes sous le commandement de Gaspard de Saulx-Tavannes.

Du 17 au 23 juin, fut entrepris le siège de Ivoi-Carignan où Mansfeld s'était retranché. Après un violent bombardement, la place finit par se rendre. En revanche, Montmédy tomba, sans coup férir, le 26 juin. Le roi se replia alors vers Sedan où, malade, il demeura plusieurs jours. En juillet, il passa en Picardie qu'il croyait menacée par les Impériaux qui venaient de prendre Hesdin. Il n'avait pas d'objectifs précis. Certains le poussaient à marcher sur Liège, d'autres lui suggéraient de prendre Avesnes. On se contenta d'un raid sur Chimay. Mais la pluie continue gênait les déplacements de forces épuisées. À la fin du mois, après quelques attermoissements, Henri II disloqua son armée qu'il répartit entre les garnisons de Picardie, de Champagne et des Trois-Evêchés. Le voyage d'Allemagne s'achevait.

3. La signification du "voyage"

Dès le mois d'avril, les contemporains s'interrogèrent sur la rapidité avec laquelle Henri II s'empara de trois villes indépendantes et fortifiées. Dans sa chronique, publiée en 1556, Paradin insista sur l'esprit remarquablement ingénieux de Montmorency lors de la prise de Metz²⁷. Après quelques

discussions avec les magistrats, le connétable obtint que deux enseignes, soit 600 hommes, pénétrèrent dans la cité. Or, il en fit entrer près de 1500. Quand les bourgeois s'aperçurent de la ruse, il était trop tard : les Français occupaient les portes. L'histoire est jolie, mais seules les chroniques françaises la

26. Voir les cas cités dans A. von DRUFFEL, op. cit., tome 2, p. 535.

27. Guillaume PARADIN, *Continuation de l'histoire de notre temps*, Lyon, 1556. L'auteur était chanoine du chapitre de Beaujeu en Bourgogne.

présentaient, les Messins ou les Impériaux l'ignoraient alors qu'elle pouvait sembler un bon alibi pour expliquer la chute de la cité. Il semble que cette anecdote ait été imaginée par les soldats français assistant de loin à l'ouverture des portes d'une cité réputée imprenable.

D'autres explications furent avancées. Des Messins affirmèrent que Gaspard de Heu avait trahi, légende dont une chronique rimée se fit l'écho. Car il s'agit bien de légendes. Des fables similaires circulèrent à propos de Toul. Selon l'auteur des *Annales de Trèves*, les Français auraient caché des soldats sous les bâches de chariots de vivres ; ayant pénétré en ville, ils seraient sortis de leur cachette pour s'emparer des portes. Au XVIII^e siècle, la thèse de la trahison avait encore quelques adeptes. En 1707, dans son *Histoire ecclésiastique et politique de la ville et du diocèse de Toul*, Benoît Picard écrivait : "Je sçai que les Auteurs Allemans ne conviennent point que Toul se soit donnée à la France sans contrainte et de plein gré ; ils soutiennent au contraire qu'elle fut prise par fraude"²⁸. Les fables ont la vie dure.

En fait, l'explication des redditions est beaucoup plus simple. À Metz, le 10 avril, c'étaient plus de 38 000 hommes qui se pressaient au pied des murailles ; les Messins ne pouvaient résister. De plus, ils n'envisageaient qu'une occupation de courte durée qui prendrait fin après la période d'hostilité. Dans un conflit où il fallait choisir un camp, le parti français leur semblait celui qui leur permettrait le mieux de veiller à leur sécurité d'autant plus que Henri II avait promis de payer largement toutes les fournitures et de respecter les libertés locales. Le serment des patriciens messins du 21 avril illustra parfaitement cet état d'esprit. Rien n'engageait l'avenir et les édiles promettaient simplement de secourir le roi en cas de besoin. De plus, Montmorency tenait bien ses troupes. Elles campaient au sud des remparts et, après que des soldats eurent commis quelques tapages dans des auberges, le connétable, à la demande des magistrats, leur interdit de pénétrer en ville. Les bourgeois messins ne voyaient pas, dans l'occupation, le prélude d'une annexion, mais l'obtention d'un statut particulier dans la guerre qui s'engageait. D'ailleurs, ils s'empressèrent d'avertir les Impériaux de leur situation et de leur demander de leur reconnaître un statut de neutralité. Dans une lettre adressée à Mansfeld, ils expliquaient que Henri II "dist n'estre à autre intention toutteffois que pour sa seureté pendant la guerre que il comme protecteur de la liberté germanique et de l'Empire ha entreprinse seulement, puis pour en après lad. cité de Mets et pays remectre en son pristin estat". Les bourgeois demandaient que "sa Ma^{te} impériale ou Monseigneur son gouverneur ès pays et duché de

Luxembourg s'accordent à lad. neutralité" et ils suppliaient "la grâce de mond. sieur le gouverneur lesd. lettres de neutralité pour et en nom de Sa Maté voulloir accorder"²⁹. Ils croyaient donc fermement à la possibilité du maintien de leur neutralité, conception parfaitement admissible en un temps où des troupes pouvaient traverser un état neutre à condition de ne pas troubler l'ordre public.

Les Toulousins ou les Verdunois pensaient de même et tentèrent des démarches similaires. Étaient-ils sincères ? En effet, chacun comprenait qu'il y avait une énorme différence entre accepter le passage d'armées et le fait d'accueillir des garnisons. Nos bourgeois ne tentaient-ils pas plutôt de croire à la fiction d'une neutralité qu'ils savaient irréalisable ? Ils n'avaient pas mesuré l'échelle du conflit. Obnubilés par leur rivalité avec les ducs de Lorraine, ils raisonnaient en termes régionaux sans se rendre compte que les enjeux étaient européens. Appauvris par un long déclin économique et affaiblis par des rivalités internes, ils savaient ne pas avoir les moyens de tenir tête à un État décidé ; le temps où l'argent leur permettait d'acheter des armées de mercenaires pour défendre leur indépendance était loin. Lorsque les villes ouvrirent leurs portes, elles n'étaient pas à conquérir mais à prendre. Elles s'étaient offertes depuis longtemps à une France dont la puissance semblait inexorable, avec laquelle les contacts étaient anciens. Par une diplomatie entreprise depuis des mois et des promesses, elle avait su se concilier des élites qui pensaient ainsi sauver une partie de leurs privilèges. Ces bourgeois exaspérés par les demandes financières impériales et apeurés par une éventuelle mainmise ducal estimaient ainsi préserver l'essentiel. En outre, certains étaient persuadés que la situation était temporaire, qu'ils retrouveraient prochainement leur totale autonomie.

Au début du printemps, Henri II ne semblait pas envisager une annexion. Hanté par ses projets germaniques, il souhaitait, avant tout, avancer en toute sûreté. Ainsi, à Toul, le 20 avril, Esclavolles assembla les bourgeois pour obtenir le dépôt de leurs armes au palais épiscopal ; devant l'irritation des magistrats, il renonça. Le lendemain, la même exigence fut formulée aux Messins mais, là aussi, que le gouverneur fit marche arrière tant il craignait que "cela pourroit bien engendrer une mutinerie" selon le mot d'un contemporain³⁰. En mai, la politique royale vis-à-vis des cités évolua lentement. Avec la nécessité de se replier, l'abandon des alliés protestants et la crainte d'une contre-attaque impériale, les exigences du roi furent plus pressantes. Le 11 mai, il demanda à Toul des sommes importantes pour soutenir l'effort de guerre, en particulier en vue de renforcer les fortifications, il vou-

28. Père BENOIT-PICARD, *Histoire ecclésiastique et politique de la ville et du diocèse de Toul*, Toul, 1707, p. 640.

29. Document cité dans Gaston ZELLER, *op. cit.*, p. 467.

30. Document cité dans *Ibid.*, note 1, p. 363.

lut également un renouvellement de leur serment de fidélité. Des députés toulois lui expliquèrent que ses exigences étaient difficiles à satisfaire car ils se sentaient toujours liés à l'Empire. Autrement dit, comme les Messins, ils envisageaient l'occupation française uniquement comme un événement de courte durée et se souciaient de maintenir une neutralité qu'en réalité il était à présent impossible de conserver. Le 14 mai, Henri II transigea. Il renonça à un nouveau serment, mais maintint ses exigences financières. Esclavolles leva 2000 écus sur la cité, 1200 sur l'évêque, 1000 sur le chapitre, 1000 sur l'abbaye Saint-Mansuy, 500 sur l'abbé de Saint-Léon, 250 sur le chapitre de Saint-Gengoult³¹. Les réactions d'hostilité furent peu nombreuses ; seul, Jean Boisleau, maître échevin, quitta la cité pour se fixer à Pont-à-Mousson, en terre ducale. Le temps des républiques indépendantes était achevé. Elles disparaissaient victimes de la construction de l'Etat français.

Le "voyage d'Allemagne" ne fut pas la promenade militaire que certains voulurent décrire. Les combats furent localisés, mais les affrontements de Gorze ou de Ivoi-Carignan furent durs et bien réels. Henri II avait réuni une armée gigantesque qui dépassait, sans doute, les capacités logistiques du moment. La défection de ses alliés, d'énormes problèmes d'approvisionnement et le risque d'une attaque impériale en Champagne le privaient d'une grande opération dans l'Empire qui lui aurait permis d'affaiblir les Habsbourg, peut-être de donner le jour à un nouvel équilibre européen. À l'issue d'une campagne de quatre mois, il demeurait en possession des trois villes épiscopales. Envisagées d'abord comme de simples étapes lors de sa progression vers l'Allemagne, elles étaient devenues, par la nécessité des choses, l'aboutissement de la guerre. Le siège de Metz, dans l'hiver, devait démontrer l'importance stratégique de ces places qui couvraient le flanc oriental du royaume. La leçon allait être lourde de conséquences ; pendant des siècles, ces trois cités furent les sentinelles orientales de la France.

31. Père BENOIT-PICARD, *op. cit.*, p. 640.